



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



Avec Philippe Poutou - Élection présidentielle 2012
- WWW.POUTOU2012.ORG

TOUT CHANGER ! LES MÉDIAS AUSSI

Nos vies valent plus que leurs profits !

Un programme d'urgence anticapitaliste

sommaire

01 LA FABRICATION MÉDIATIQUE DU CONSENTEMENT (PAGE 6)

- Médias de consensus : faire diversion
- Le pouvoir des « éditocrates » : naturaliser l'ordre existant
- Des « experts » au-dessus de tout soupçon ?
- Faire l'opinion à coup de sondages
- Les grands médias et les dominé-e-s

02 CONCENTRATION, PRÉCARITÉ ET RÉSTANCES (PAGE 14)

- Liberté de la presse ou mainmise du capital ?
- Cinq années de sarkozysme médiatique
- Des résistances au rouleau-compresseur capitaliste

03 PROPOSITIONS POUR UNE APPROPRIATION POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE DES MÉDIAS (PAGE 22)

- Pour une refondation du service public de l'audiovisuel
- Pour le démantèlement du CSA et la création d'un organisme démocratique des médias
- Combattre la mainmise de la bourgeoisie sur les médias pour un véritable pluralisme
- Abroger les lois Hadopi, garantir la « neutralité du Net » et construire un service public de l'Internet
- Du côté des journalistes : droits sociaux et droits d'intervention
- Conclusion

Mars 2012. Cette brochure a été élaborée par la commission médias du NPA pour la campagne présidentielle 2012.

Pour nous joindre, écrire à npa.medias@gmail.com,
ou à Commission médias du NPA, 2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Notre blog : <http://npa-medias.blogspot.com>

Pour une transformation radicale des médias

Les médias constituent à la fois un secteur parmi d'autres de l'économie capitaliste, soumis à ce titre aux contraintes de rentabilité et aux logiques d'exploitation inhérentes à cette économie, mais aussi un élément clé de la domination idéologique de la bourgeoisie.

Possédés et gérés par de grands groupes industriels et financiers, vivant souvent des commandes de l'État (en France les groupes Dassault, Bouygues, Lagardère, etc.), ou par l'État lui-même (France Télévisions, Radio France, Audiovisuel extérieur de la France), ils constituent pour la classe dirigeante un moyen d'imposer les questions dont il faudrait débattre à tel ou tel moment (identité nationale, insécurité, dépenses publiques, etc.), d'occulter celles qui s'avèrent essentielles pour la grande majorité de la population (emploi, salaires, discriminations racistes, services publics, etc.), et de distribuer la parole aux deux grands partis qui se succèdent au pouvoir, mais aussi à des « éditocrates » ou autres « experts » justifiant l'ordre existant (Attali, BHL, Minc, Adler, Barbier, Joffrin, etc.).

Or, le pouvoir des grands médias n'est presque jamais critiqué et contesté en tant que tel. Les tenanciers des médias et journalistes dominants disposent en effet d'un monopole de la critique des médias dans les médias, qui leur permet d'écarter tout discours remettant radicalement en cause le pouvoir qu'ils s'arrogent. Ils décident quotidiennement de qui pourra s'exprimer, dans quelles conditions, et des sujets sur lesquels ceux et celles qu'ils invitent seront amené-e-s à s'exprimer. Escroquerie de plus, les médias sont régulièrement présentés par ces chiens de garde du capitalisme comme un contre-pouvoir (le fameux « quatrième pouvoir »), indépendant des pouvoirs politiques et économiques, et donc comme une garantie de démocratie.

Si l'on voit formulée dans les médias eux-mêmes une apparence de critique, celle-ci s'avère donc inoffensive, tant elle prend soin de minimiser constamment la subordination des entreprises de presse à des impératifs de rentabilité capitaliste, et leur contribution au

verrouillage idéologique. Au nom de la liberté de la presse, qui se réduit à la liberté pour les capitalistes d'investir dans les groupes de presse, on prend soin de ne jamais poser la question de la propriété des médias et des problèmes démocratiques que l'appropriation privée des médias pose en termes d'indépendance et de pluralisme. Plus sérieuse est la résistance qu'opposent, sur le terrain social, les salariés des médias, à l'AFP ou RFI par exemple, ou encore parmi les précaires de la presse en ligne. De même, on voit émerger depuis plusieurs années des résistances sur le terrain du journalisme lui-même, avec une presse alternative et des journalistes qui, tel Denis Robert mais aussi nombre d'anonymes, défendent et font vivre concrètement une autre idée du journalisme. Le NPA soutient évidemment toutes ces initiatives et salue le courage de celles et ceux qui les mènent; nous tentons d'ailleurs nous-mêmes de faire vivre une presse militante. Mais le rôle d'un parti anticapitaliste, c'est aussi de proposer un projet de transformation de la société qui s'attaque au pouvoir des classes dominantes, et plus particulièrement ici à l'appropriation capitaliste des médias.

Nous combattons donc la marchandisation de l'information et de la culture mais, plus largement, nous luttons pour que le contrôle des médias ne soit



plus le privilège des capitalistes et des gouvernements mais une prérogative, parmi d'autres, des salarié-e-s et de la population.

Cette brochure vise donc à proposer, dans le cadre de la présidentielle, un état des lieux de la situation dans les médias, et à exposer nos propositions pour une transformation radicale des médias, permettant d'assurer un véritable pluralisme (politique, idéologique, culturel) et une réelle indépendance à l'égard des pouvoirs économique et politique.



La fabrication médiatique du consentement

Comme le rappellent les principes fondateurs du NPA (2009), « *une critique radicale du système capitaliste, sérieuse et cohérente, ne peut se faire sans critique radicale de la culture, de l'art et des médias, puisqu'ils sont les verrous de l'idéologie dominante et, par conséquent, un obstacle important à l'émancipation de toutes et tous* ».

Le pouvoir des grands médias ne consiste pas à déverser l'idéologie des classes dominantes dans les cerveaux des classes dominées, à la manière de vases communicants. Contrairement à ce que postulent certains critiques pressés de la télévision, les images ne sont pas douées d'un pouvoir hypnotique, notamment

parce que les opprimé-e-s ne sont pas des éponges absorbant passivement les contenus médiatiques. Le « non » opposé par le peuple à l'adoption du Traité constitutionnel européen en 2005 a bien montré qu'un mouvement de masse pouvait déjouer et contredire une mobilisation médiatico-politique de grande ampleur en faveur du néolibéralisme.

Cela ne veut pas dire que les grands médias n'exercent pas un pouvoir. Mais en quoi consiste ce pouvoir et comment s'opère concrètement le verrouillage idéologique évoqué plus haut ? Pour reprendre le titre d'un livre célèbre de Noam Chomsky et Edward Herman, comment se réalise cette « fabrication du consentement » ?

Médias de consensus : faire diversion

Commençons par les grands médias qui interviennent à une échelle de masse, et qui apparaissent comme des médias de consensus.

Le premier pouvoir de ces médias consiste dans la capacité à révéler ou à occulter, à rendre visible ou invisible, important ou négligeable. Ce pouvoir de sélection est exercé en premier lieu par la hiérarchie des rédactions. Contrairement à ce que certains prétendent, l'actualité à traiter en priorité, ou de façon détaillée, ne s'impose pas d'elle-même mais relève de choix opérés en fonction de l'orientation rédactionnelle. Car la hiérarchie de l'in-

formation est un enjeu de débat, voire de luttes : sur quoi ouvrir le JT ? Quelle « une » ? Que traiter et que laisser de côté ? Avant même la question du traitement médiatique vient donc celle de la sélection des faits qui méritent (ou non) d'être médiatisés, évidemment selon ceux qui ont le pouvoir d'en décider. Or, qui décide justement des priorités éditoriales ? Pas la grande masse des journalistes, mais les directeurs de rédaction, les rédacteurs en chef, les présentateurs-intervieweurs et autres journalistes dominants.

La hiérarchie de l'information n'est donc absolument pas anodine, ni

dans ses causes ni dans ses effets. Or, on doit constater que dans les médias de masse, notamment dans les journaux télévisés (qui constituent la principale source d'information pour une partie importante de la population), les informations sociales et internationales sont reléguées au dernier rang des priorités éditoriales. D'ailleurs, Jean-Pierre Pernaut avait parfaitement théorisé la marginalisation de l'information internationale quand il affirmait : « *Vous voulez des nouvelles sur le Venezuela ?*

Regardez la chaîne vénézuélienne. Sur le Soudan ? Regardez les chaînes africaines. »

La conséquence ? Une dépolitisation profonde de l'information, dont on va extirper tout ce qui pourrait créer une forme de discordance politique. D'où l'importance donnée à ce qui permet de souder de manière illusoire la population, notamment les catastrophes naturelles et les faits divers qui, comme le disait Bourdieu, « font diversion » parce qu'ils cachent l'essentiel en montrant l'anodin.

Le pouvoir des « éditocrates » : naturaliser l'ordre existant

Dans les médias s'adressant à un public moins large (hebdomadaires par exemple), ou dans les émissions proprement politiques, les choses se passent de manière différente. Opèrent alors ces journalistes multicartes qu'un livre récent a nommés « éditocrates » (Joffrin, Giesbert, Duhamel, Ockrent, Barbier, Zemmour, Apathie, Elkabbach, etc.). Ces derniers, souvent dirigeants de médias, n'exercent pas seulement une fonction de direction : ils ont pour rôle d'organiser le service après-vente idéologique du système à coup d'éditoriaux ou d'interventions dans des « débats » où se font généralement face différents porteurs de l'idéologie néolibérale.

Si c'est le cas, ce n'est pas seulement par calcul cynique, mais parce qu'ils sont sociologiquement très proches des dirigeants politiques ou économiques. Souvent issus des mêmes mi-

lieux privilégiés, généralement passés par les mêmes écoles (Sciences-Po notamment), fréquentant les mêmes dîners (celui du Siècle par exemple, qui réunit dirigeants économiques, politiques et médiatiques), ils partagent avec eux une même vision du monde. Ils ont donc tendance à prendre spontanément le point de vue de ces dirigeants, qui ont d'ailleurs le pouvoir de leur renvoyer l'ascenseur quand un poste se libère à la tête de tel ou tel média (public ou privé). Logiquement, comme dans le reste de la société, la plupart de ces journalistes dominants sont des hommes, de même que la plupart de la hiérarchie des rédactions. Comme l'a montré le traitement de l'affaire DSK, la majorité des éditocrates continuent de véhiculer des stéréotypes sexistes et de justifier la subordination des femmes.

Petite caste cumulant des positions d'éditorialistes et/ou de direction dans

la presse écrite, radiophonique et télévisée, ces journalistes sont invités, partout et à tout bout de champ, à donner leur avis sur à peu près toutes les questions (du moins celles qu'ils consentent à aborder), et notamment sur les questions sociales et politiques. Ainsi s'adonnent-ils sans relâche et sur tous les tons à la stigmatisation des « immobilismes » et autres « archaïsmes » qui caractériseraient selon eux la société française, tout en appelant les gouvernements à ne pas céder sur des réformes qu'ils saluent unanimement comme « courageuses », « modernes », « ambitieuses », etc.

C'est là un des rôles qu'ils jouent le mieux : justifier des régressions sociales en les faisant passer pour inexorables, en vantant éventuellement tel ou tel modèle fantasmé (successivement anglais, allemand, etc.). Toutes les réformes successives des régimes de retraites – réforme Juppé en 1995, Fillon en 2003, Woerth en 2010 – ont été saluées par ces éditocrates comme des mesures obligatoires, nécessaires, inexorables, justes. Mais une autre de leurs fonctions consiste à exorciser le spectre d'autres politiques possibles, et plus largement celui d'une autre société possible.

JUSTIFIER LES RÉGRESSIONS SOCIALES

« Le remue-ménage autour de la réforme des retraites (attendue depuis quinze ans !) ressemble à un caprice de gosses de riches ; le cirque à propos de la destruction des acquis sociaux, aux errements d'héritiers prodigues. [...] La France est bel et bien malade de ses conservatismes, de ses archaïsmes, de ses vanités, de son refus de regarder le monde tel qu'il est, d'une grandeur qui n'existe plus que dans sa tête. [...] Le psychodrame national est une exception gauloise dont les racines sont profondes, et les conséquences dangereuses. Sans faut-il rechercher dans notre histoire ce goût pour la rupture qui pousse si souvent une partie des Français dans la rue. Le fantasme révolutionnaire de 1789 rôde encore dans les cervelles. [...] La volonté générale enregistrée par les élections est bafouée par l'accumulation des égoïsmes, le culte du chacun pour soi, la passion exclusive de l'immédiat et le corporatisme. [...] La France de juin 2003 n'est pas révolutionnaire, mais conservatrice. Faite de bastilles qui, au nom des acquis sociaux, s'enferment dans un immobilisme suicidaire. Faute de changement, le pays s'effondrera sur lui-même »

(Denis Jeambar, 2003, directeur à l'époque de *L'Express*, extrait tiré du livre *Médias et mobilisations sociales*, de Henri Maler et Mathias Reymond).

Plus largement, ces journalistes vedettes opèrent une délimitation très stricte du périmètre des questions politiques dignes d'être posées, et évidemment des réponses que l'on peut légitimement leur apporter. Tout cela converge chez eux vers l'apologie du bipartisme, c'est-à-dire dans la valorisation d'une opposition rituelle entre le libéralisme autoritaire de l'UMP et

le social-libéralisme du PS (auquel les éditocrates ne manquent jamais de rappeler qu'il n'est pas assez à droite). Les grands médias se situent ainsi dans le droit fil des institutions de la V^e République, dont ils reproduisent largement les logiques antidémocratiques (ultra-personnalisation, bipolarisation, etc.).

Des « experts » au-dessus de tout soupçon ?

Depuis quelques années, on a vu apparaître une nouvelle catégorie d'acteurs médiatiques dont l'importance dans la fabrication du consentement n'a d'égal que leur capacité à répéter sans fin la même ritournelle de la « réforme » nécessaire. Cela les rapproche évidemment des éditocrates, dont ils sont proches par bien des aspects (85 % d'entre eux sont des hommes !), mais dont ils se détachent par leur fonction spécifique : donner une caution scientifique à l'idéologie néolibérale.

C'est pourquoi ces « experts » sont en grande majorité des économistes, rodés à la défense de l'économie de marché et à l'apologie de la mondialisation capitaliste. Généralement universitaires, ils ont presque tous par ailleurs des intérêts dans de grands groupes capitalistes – banques et assurances notamment – en tant qu'administrateurs ou conseillers. C'est, par exemple, le cas de Daniel Cohen, conseiller économique du PS : à la fois professeur à l'École normale supérieure, membre du Conseil d'analyse économique (CAE) auprès

du Premier ministre, conseiller à la banque Lazard, mais aussi membre du conseil de surveillance du *Monde*... dont la banque Lazard est elle-même actionnaire. Exemple parmi d'autres de l'imbrication des pouvoirs politique, économique et médiatique.

On pourrait en évoquer beaucoup. Alain Minc par exemple, longtemps président du conseil de surveillance du *Monde* et ami des puissants, a été condamné pour plagiat et continue à pontifier dans les grands médias sans que personne ne lui demande des comptes. Quelqu'un comme Dominique Reynié, invité quasi-permanent dans l'émission « C dans l'air » d'Yves Calvi, préside un « think tank » (boîte à idées) lié à l'UMP : la Fondation pour l'innovation politique. Un autre encore, Christian de Boissieu, est toujours présenté comme professeur à l'université Paris-1, ce qu'il est effectivement, mais on omet de préciser qu'il est aussi membre, depuis

La fonction des experts : donner une caution scientifique à l'idéologie libérale

2004, d'un des plus gros cabinets d'audit du monde, Ernst and Young, ainsi que président du contrôle des activités financières et de la commission de surveillance des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) de la principauté de Monaco, un paradis fiscal!

Là encore, comment s'étonner que de tels « experts » ne trouvent rien à redire au fonctionnement des économies capitalistes, par exemple les dividendes mirobolants versés aux actionnaires, la précarité croissante imposée à des millions de travailleurs,

les discriminations envers les femmes ou les immigrés, et la détermination des choix économiques par la finance capitaliste (via les agences de notation)? Evidemment, ils ne disent pas tous exactement la même chose : les uns veulent libérer le capitalisme de toute contrainte étatique, quand les autres prétendent le moraliser. Mais adorateurs de droite et zéloteurs de gauche du capitalisme, qui forment ce « cercle de la raison » dont parlait Minc, se rapprochent sur un point crucial : il n'y aurait pas d'alternative au système capitaliste.

Faire l'opinion à coup de sondages

Doit-on imposer des heures de travail aux allocataires du RSA? Doit-on envoyer l'armée dans les cités? Doit-on réformer l'État pour faire face à la dette publique? Les musulmans sont-ils une menace pour l'identité nationale? Autant d'exemples de questionnements qui montrent que l'enjeu des sondages tient souvent moins dans les

taux de réponses que dans les questions posées. Ces questions révèlent implicitement la politique des commanditaires de sondages, en l'occurrence les directeurs de rédaction des grands médias, dont on a dit plus haut la proximité avec le pouvoir économique et politique.

On peut évidemment distinguer différents types de sondages, s'interroger

sur les conditions devant être réunies pour que l'échantillon soit représentatif de la population cible, évoquer les marges d'erreur, etc. Mais placer le débat sur ce plan purement technique revient à manquer la contribution spécifique des sondages d'opinion au verrouillage et à la délimitation du débat public. Car commander et commenter un sondage sur telle ou telle question, c'est faire de celle-ci un problème public légitime, sur lequel chacun (et chaque parti politique) devrait se prononcer. C'est en ce sens précis que les sondages ne sont pas neutres, puisqu'ils font exister une opinion prétendument collective à propos d'une multitude de sujets que les commanditaires de sondages choisissent arbitrairement.

En outre, les sondages imposent une certaine définition de la politique en substituant l'impartialité

Les sondages ne sont pas neutres, puisqu'ils font exister une opinion prétendument collective

apparente du chiffre au débat politique durant lequel se manifestent des clivages et se forment les opinions. Ils produisent ainsi ce que Bourdieu appelait un « effet de consensus », qui tend à décourager toute action collective ou tout travail militant visant à populariser et à lutter pour un projet de société alternatif. Les partis politiques sont donc invités, non pas à convaincre ou à se battre pour des idées, mais à coller au plus près des prétendues

« attentes des Français » (évidemment, non pas telles qu'elles s'expriment dans des mobilisations réelles, mais telles qu'elles sont mesurées par les sondages d'opinion).

Enfin, au nom de leur supposée objectivité scientifique, les sondages d'opinion autorisent ceux qui s'en proclament les spécialistes – éditocrates et experts (voir plus haut) – à tenir un discours en surplomb sur les désirs de la population, les choix des organisations syndicales ou politiques, etc.



photothèque rouge/JMB

Les grands médias et les dominé-e-s

Lorsque les mobilisé-e-s ont l'idée – saugrenue du point de vue des éditeurs – de relever collectivement la tête et, parfois, de retourner la violence des dominants, les présentateurs-intervieweurs sont là pour leur réclamer des comptes. On se souvient de David Pujadas demandant à Xavier Mathieu (délégué des Conti) s'il ne «*regrettait*» pas le saccage de la sous-préfecture de Compiègne, s'il ne pensait pas «*avoir été trop loin*», etc. Imagine-t-on le même Pujadas demander à Sarkozy s'il ne regrette pas le saccage des services publics, ou à Carlos Ghosn, PDG de Renault, s'il n'éprouve aucun remord devant les plans de licenciement qui ont laissé, et laissent, des centaines de travailleurs sur le carreau ?

La manière dont les journaux (notam-

ment télévisés) rendent compte des mouvements sociaux contribue également à leur dépolitisation, et ce d'autant mieux que l'information est produite selon des codes extrêmement routiniers, tellement routiniers qu'on n'en voit plus guère les effets. La grande majorité du temps consacré dans les JT à ces mouvements l'est en fait à ses conséquences – réelles ou imaginaires – sur les usagers (qu'il s'agisse d'une grève dans les transports ou les écoles). Par ailleurs, lorsque grévistes ou manifestants sont interrogés, c'est moins pour exposer leurs revendications, leurs colères ou leurs solidarités que pour livrer des témoignages d'«angoisse» ou de «peur». Si bien qu'à regarder TF1 ou France 2 lors de la grève générale en Guadeloupe, on pouvait croire

600 000
MANIFESTANTS
SELON LES
ORGANISATEURS

6000
GAUCHISTES
SELON LA
POLICE

60 MILLIONS
D'OTAGES
SELON TF1



- FAUBOUR -

qu'elle se ramenait à une simple pénurie d'essence impliquant de graves soucis logistiques pour les touristes métropolitains. Sur les revendications des grévistes ou leurs modes d'action et de délibération, rien ou si peu.

On pourrait également évoquer le traitement médiatique de la révolte des quartiers populaires en 2005, et plus largement la manière dont les grands médias les traitent tout au long de l'année. Il y a bien une emprise médiatique sur ces quartiers qui se combine aux mécanismes de domination et de subordination économique. Cette emprise consiste en premier lieu à ne parler de ces quartiers qu'en lien avec les « problèmes sociaux » reconnus par l'État sécuritaire (trafics, violences, délinquance, etc.), en médiatisant à outrance quelques faits divers et en occultant les problèmes qui se posent quotidiennement aux habitants (chômage de masse, précarité, discriminations racistes, violences policières, etc.). Cela tend à faire porter sur leurs habitants la responsabilité de ces problèmes, et non sur les classes dirigeantes qui produisent ou entretiennent la misère, les inégalités et les discriminations.

Quand, par exemple, TF1 diffuse un « documentaire » intitulé « Mon voisin est un dealer », la chaîne s'appuie sur un effet d'évidence produit par trente ans de reportages télévisés sensationnalistes, qui favorisent l'association automatique entre quartiers populaires et trafics de drogue. D'ailleurs, les indignations médiatiques sont sélectives : jamais

il ne viendrait à l'idée de TF1 de commander un reportage sur Neuilly-sur-Seine, ou sur le 16^e arrondissement de Paris, intitulé « *Mon voisin est un délinquant financier* » ou « *Mon voisin est un patron voyou* ».

Pour finir sur la question du rapport des dominé-e-s aux grands médias, les porte-parole des organisations de la gauche radicale sont eux-mêmes réduits à quelques clichés qui personnalisent les luttes ou les idées auxquelles ils tentent de donner une audience, quand ils ne sont pas eux-mêmes rappelés à l'ordre (social) par les éditocrates. On se souvient d'Olivier Besancenot, à qui Arlette Chabot demandait à trois reprises, au cours de la même interview, de s'excuser auprès de la veuve de Georges Besse, ou que Jean-Michel Apathie réprimandait parce qu'il avait osé qualifier de « chiens » les patrons voyous de Caterpillar. Mais plus grave : la personnalisation médiatique, qui redouble la personnalisation induite par les institutions de la V^e République, favorise l'idée que la politique est un domaine réservé à quelques professionnels de la parole publique. Peut-on s'y soustraire ? Sans doute pas totalement, mais on doit veiller constamment à ne pas encourager ce jeu médiatique de la personnalisation.

Jamais il ne viendrait à l'idée de TF1 de commander un reportage intitulé « Mon voisin est un patron voyou »

Concentration, précarité et résistances

Depuis une trentaine d'années se sont opérées une concentration et une financiarisation des médias, qui se trouvent de plus en plus soumis à des logiques de rentabilité maximale et intégrés à de grands groupes industriels et financiers. Ces transformations menacent la presse non seulement en termes d'indépendance mais aussi de pluralisme. Pour ne prendre qu'un exemple, dans la plupart des départements on comptait souvent – il y a une trentaine d'années – au moins

deux quotidiens d'information et plusieurs hebdomadaires. Aujourd'hui, il est rare qu'un journal – propriété d'un grand groupe – n'ait pas le monopole de l'information locale. Or, avec les journaux télévisés évoqués plus haut, la PQR (presse quotidienne régionale) constitue un des principaux vecteurs d'information, notamment dans les classes populaires. Leur soumission aux logiques capitalistes constitue donc un problème politique de premier ordre.

Liberté de la presse ou mainmise du capital ?

On ne peut pas se contenter de défendre, comme le font régulièrement les journalistes dominants, la « liberté de la presse ». Ce mot d'ordre n'est pas simplement insuffisant, il devient mystificateur si ne sont pas exposées les conditions qui permettent d'assurer l'exercice de cette liberté. Or, précisément, ces conditions sont actuellement très loin d'être réunies. Non seulement un grand nombre de journalistes – plus souvent des femmes et des jeunes – sont soumis à des statuts précaires, ce qui les rend très dépendants de leurs supérieurs hiérarchiques et les soumet aux pressions, mais la plupart des entreprises de presse sont possédées par de grands groupes ou sont sous la coupe indirecte du pouvoir exécutif, marquant l'imbrication des pouvoirs économique, politique et médiatique.

Ainsi, de même que le principe formel de la « liberté d'entreprendre » masque le pouvoir bien réel de la classe capitaliste sur l'économie, et donc dissimule les rapports d'exploitation, la « liberté de la presse » n'est souvent que le cache-sexe d'une mainmise croissante de la bourgeoisie sur les moyens d'information et de communication. Comme le disait le journaliste Franz-Olivier Giesbert, qui n'y voyait d'ailleurs rien à redire : « *Le vrai pouvoir stable [dans la presse], c'est le pouvoir du capital. Il est tout à fait normal que le vrai pouvoir s'exerce* ». Evidemment, le fait que le groupe Bouygues dispose de TF1 ou qu'Europe 1 est la propriété du groupe Lagardère (pour ne prendre que ces exemples) n'expliquent pas tout. Mais on ne comprend rien si on n'a pas en tête cette appropriation privée de

biens aussi cruciaux que l'information et la culture. Il y a donc une urgence démocratique à remettre en cause la concentration de la presse dans les mains d'une poignée de grands groupes. Si ces derniers entretiennent tous des liens privilégiés avec

l'actuel président Sarkozy, leur pouvoir continuerait de s'exercer en cas d'alternance, ce qu'avait bien montré le refus du PS – chaque fois où il s'est trouvé au pouvoir depuis 1981 – de s'attaquer au pouvoir du grand capital sur les médias.



ÉTAT DES LIEUX DE LA CONCENTRATION DES MÉDIAS EN FRANCE

□ En 2011, dans la presse magazine, quatre groupes dominent le marché : Hachette Filipacchi Médias (propriété de Lagardère et qui constitue le premier éditeur mondial de magazines, avec notamment en France *Elle*, *Télé 7 jours*, *Entrevue*, *Choc*, *Le Journal de Mickey*, *Paris-Match*, *Journal du dimanche*, etc.), Prisma-Press (filiale de la multinationale allemande Bertelsmann, et qui possède *Géo*, *Capital*, *Télé Loisirs*, *VSD*, *Voici*, *Gala*, *Femme actuelle*, etc.), Mondadori France (filiale du groupe italien Mondadori qui a racheté Emap en 2006, et qui possède notamment *Auto Plus*, *Télé Poche*, *Science et Vie*, etc.), et à un degré moindre le groupe Bayard Presse (qui possède notamment des magazines éducatifs).

□ Dans la presse hebdomadaire, on trouve le plus gros groupe de presse belge Roularta (qui possède *L'Express*, *L'Expansion*, *L'Etudiant*, *Lire* ou encore *Studio Ciné Live*), le groupe Artémis, propriété de François Pinault (qui possède *Le Point*) et le groupe Perdiel (qui possède *Le Nouvel-Obs*, *Sciences et Avenir* et *Challenges*).

□ Dans la presse quotidienne, le paysage est un peu plus diversifié. On retrouve le groupe Hersant Médias (très présent dans la presse quotidienne régionale), le groupe Amaury (avec *L'Equipe* et le *Parisien*, mais le groupe Lagardère possède 25% du capital du groupe Amaury), la Socpresse (propriété de Dassault), le groupe La Vie-Le Monde (qui édite *Le Monde*, mais qui possède aussi *Télérama*, *Courrier international* ou *Le Monde diplomatique*), le groupe Ouest-France (qui possède plusieurs journaux régionaux mais aussi le

journal gratuit *20 minutes*), on retrouve le groupe Bolloré (qui possède les gratuits *Direct-Matin* et *Direct-Soir*), le groupe Bayard Presse (qui contrôle *La Croix*) et enfin la holding de Rothschild (qui contrôle *Libération*). Enfin, le Crédit Mutuel possède aujourd’hui le premier groupe de presse régional (à travers le groupe Ebra et l’ancien pôle Rhône-Alpes d’Hersant, il contrôle tous les journaux de la frontière luxembourgeoise à Avignon).

□ Concernant la radio on a pour l’essentiel quatre groupes : là encore le groupe Lagardère (avec Europe 1, Europe 2, RFM, Virgin Radio, etc.), de nouveau le groupe Bertelsmann (qui possède le groupe RTL, c’est-à-dire les chaînes RTL, RTL2 et Fun Radio), le groupe NRJ (qui possède non seulement NRJ mais Nostalgie, Chérie FM ou Rires et chansons), et puis enfin Radio France (entreprise publique qui rassemble notamment France Inter, France Info, France Culture ou Le Mouv’ par exemple).

□ Quant à la télévision on y compte à peine quatre grands acteurs : Bouygues (avec évidemment le groupe TF1, qui possède aussi TMC, LCI, NT1, Eurosport, la chaîne Histoire, Série Club, etc.), le groupe Bertelsmann (qui, à travers le groupe RTL possède M6, W9, ParisPremière, Teva, les quatre chaînes musicales de M6, etc.), le groupe Canal+ (propriété de Vivendi, et qui possède – outre la chaîne Canal+ – les chaînes i-Télé, Sport+, Comédie, Infosport, Jimmy ou encore Cuisine TV), et enfin le groupe public France Télévisions (France 2, France 3, France 4, France 5 et France Ô).

Une vingtaine de groupes privés et publics contrôlent donc l’essentiel des grands médias en France. Parmi eux, les groupes Bertelsmann et Lagardère apparaissent ultra-dominants. Il faut aussi rappeler que Lagardère est propriétaire du groupe Hachette-Livre qui contrôle une grande partie du secteur de la distribution (magasins Relay ou Relay H) et de l’édition (Armand Colin, Fayard, Stock, etc.). Mais cette concentration se retrouve aussi à travers les participations croisées. Par exemple, Lagardère possède 25% du groupe Amaury et *Direct-Matin* est contrôlé par Bolloré et le groupe Le Monde.

Cinq années de sarkozysme médiatique

L’action du gouvernement, ces cinq dernières années, s’est d’abord traduite dans des mesures visant à assurer un contrôle plus strict sur la direction des médias publics. Depuis la loi promulguée en mars 2009, c’est

ainsi au président de la République qu’il revient de nommer directement le président de Radio France, de France Télévisions et de l’Audiovisuel extérieur de la France (qui regroupe RFI, et France 24 et contrôle TV5Monde.)

La deuxième dimension de cette politique a consisté – comme l’ont montré les États généraux de la presse écrite (dominés par les patrons de presse) – à satisfaire les intérêts des grands groupes capitalistes en proposant d’assouplir les règles en matière de concentration de la presse et en favorisant ainsi l’avènement de trusts multimédias, capables de rivaliser avec les entreprises monopolistiques de Murdoch, Bertelsmann, Berlusconi, etc. Sarkozy s’est par ailleurs appliqué durant tout son mandat, en restreignant l’indépendance des rédactions des médias nationalisés, à nous rappeler que secteur public ne veut pas dire service public. Il est urgent non seulement de contester l’appropriation des médias par de grands groupes capitalistes mais d’imposer un contrôle des travailleurs et des usagers sur l’ensemble du secteur public audiovisuel.

Les lois Hadopi, votées en 2009, sont censées lutter officiellement contre le piratage d’une part et préserver les intérêts des auteurs d’autre part. Elles échouent deux fois. Tout d’abord, elles s’avèrent à la fois techniquement inefficaces, car l’adresse IP sur laquelle repose le contrôle n’est pas fiable (on peut par exemple usurper celle d’un réseau wi-fi mal sécurisé) et démocratiquement dangereuses, car elles instaurent un système de flicage étatique de l’Internet. Une surveillance de toutes les communications électroniques (dont les messageries personnelles !) a même été envisagée avant d’être abandonnée

devant le tollé général. Concernant les droits d’auteurs, les lois Hadopi ne permettent pas une redistribution plus équitable des richesses, qui restent majoritairement aux mains de l’industrie du divertissement et d’une infime minorité des artistes. Pire, au travers d’un amendement, les journalistes qui étaient jusqu’à présent rémunérés à chaque publication sur tout nouveau support pourront dorénavant voir leur travail utilisé à l’envi pour une seule et unique rémunération. Ces lois protègent donc les intérêts des capitalistes, pas ceux des artistes, et constituent une régression pour les journalistes.

De même, la loi Bichet – qui réglait la distribution sur un mode coopératif et avec des impératifs de pluralisme – a été remise en cause au profit d’un système fondé sur le marché et la concurrence. Cette loi avait été votée en 1947 pour empêcher la reconstitution du monopole privé d’Hachette sur la distribution de la presse écrite : elle visait à rendre non lucratif le secteur de la distribution et à garantir un principe d’impartialité, de pluralisme et d’égalité de traitement entre tous les titres de presse. D’un côté, la réforme votée en juillet 2011 place le Conseil supérieur des messageries de presse sous la tutelle d’une autorité administrative, prétendument indépendante, de régulation de la distribution de presse. D’un autre côté, elle permettra aux éditeurs de profiter du réseau de distribution sans adhérer à une coopérative. Les grands groupes auront donc toute latitude pour fonder leur propre réseau de distribution et

écraser les titres ne disposant que de maigres ressources.

Enfin, on peut évoquer les menaces qui pèsent sur l'Agence France Presse (AFP). Issue de l'agence Havas, qui avait été nationalisée en 1940 par Vichy pour la mettre au service de la propagande nazie, elle n'était devenue l'AFP qu'en 1944, à la Libération. En 1957, elle avait obtenu un nouveau statut, toujours en vigueur aujourd'hui, qui visait à

assurer son indépendance à l'égard des gouvernements avec un conseil d'administration composé pour un tiers de représentants des salariés de l'AFP, pour un autre tiers par des représentants des clients de l'AFP (c'est-à-dire la presse), et pour le dernier tiers par des représentants de l'État. C'est ce compromis qui est actuellement menacé, avec les tentatives répétées de privatisation de l'AFP (voir p.21).

Des résistances au rouleau-compresseur capitaliste

Face aux restructurations permanentes, à la mainmise des pouvoirs politique et économique sur l'information dans les médias publics et privés, à la précarisation galopante des journalistes et des autres salariés des entreprises de presse et de l'audio-visuel, quelles sont les réactions des salariés et des syndicats censés les représenter ?

Dans les entreprises de presse comme partout, peu de luttes et de grèves offensives se développées ces dernières années. Le dos au mur, les salariés des médias ne peuvent souvent que réagir aux attaques du patronat ou du gouvernement. Selon un mécanisme bien connu, chaque vente de tout ou partie d'un groupe médiatique conduit à la recherche d'économies drastiques, à réaliser de préférence sur la masse salariale, qui représente encore une grande partie des « coûts ». Avant et après la vente, on « dégraisse ». Du coup, les rédactions, déjà fragilisées, sont obligées de travailler à effectifs réduits, pour

produire la même quantité d'informations, voire plus, en un minimum de temps.

Aujourd'hui, on est sommé de travailler pour son titre principal ou sa chaîne de référence, puis de retravailler son sujet pour le site web et/ou une autre chaîne du « groupe », de préférence gratuitement. Rédacteurs, photographes, reporters d'images, secrétaires de rédaction ou graphistes sont toutes et tous logés à la même enseigne. Au final, la vérification de l'information n'est souvent plus qu'un supplément d'âme, chacun étant renvoyé à son « éthique » personnelle, surtout quand il court la pige pour un salaire de misère.

Même si l'on n'a aucune illusion sur le rôle joué par les médias dans un système capitaliste, la dégradation saute aux yeux, d'autant que la presse ouvrière a quasiment disparu et ne joue plus son rôle de contrepoids, voire de contre-pouvoir. Pourtant, les salariés des médias sont encore nombreux à lutter, au jour le jour, contre les



photothèque rouge/Milo -
Comme les autres salariés, les journalistes
ont lutté contre la «réforme» des retraites en 2010

restructurations et les licenciements officiels ou larvés (RFI-France 24, France Télévisions, *Le Parisien*, imprimerie du *Monde* etc.) et pour préserver une certaine qualité de l'information.

La lutte des salariés de RFI est emblématique. Depuis 2009, les salariés se battent contre le projet d'absorption de la radio par l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF). La mise en place de cette structure - qui comprend la chaîne d'information internationale France 24 et possède 49% de TV5Monde - a pour but essentiel de baisser drastiquement les « coûts », via des licenciements (206 à RFI en 2009), mais surtout de placer l'information internationale sous une tutelle plus étroite du pouvoir politique.

Sur le front de l'audiovisuel public, si les journalistes et techniciens de France Télévisions ont pu faire reculer partiellement la tutelle (le gouvernement), le plan de réduction des

coûts se poursuit, et les acquis sont lentement grignotés. Le nouvel accord collectif des journalistes, signé par le SNJ (syndicat autonome), la CFDT et FO, et dénoncé par le syndicat des journalistes CGT, revoit notamment les salaires à la baisse.

Peut-être un signe de prise de conscience des dégâts provoqués par la précarité, les luttes communes des précaires et des permanents se développent. A l'AFP, au *Monde*, dans l'audiovisuel public, dans les sites Internet de médias ou certains magazines, l'exigence d'intégration des salariés CDD et des pigistes gagne du terrain. En revanche, les plans de licenciements de ces dernières années ont abouti à des pertes sèches d'emploi, qui ne sont pas compensées, dans les rédactions et les imprimeries. Résultat : pour la première fois, en 2010, le nombre de journalistes ayant la carte professionnelle a diminué en France.



photothèque rouge/Milo

LES SALARIÉS DE L'AFP EN RÉSISTANCE

Le cas de l'Agence France Presse est révélateur des capacités des résistances des journalistes et d'autres catégories, qui ont su mettre en échec les plans visant à changer le statut de l'AFP (qui prévoit son indépendance par rapport aux médias privés et à l'État).

Depuis une quinzaine d'années, les gouvernements successifs ont tenté de passer en force, nommant des PDG qui sont rarement restés plus de deux ans à la tête de l'entreprise. Le dernier en date, Emmanuel Hoog, a subi, en septembre 2010, une motion de défiance votée par plus de 88 % des salariés, qui demandait *« instamment au PDG d'en finir avec ses manœuvres indignes dirigées contre l'Agence et ses salariés, et de renoncer à promouvoir ce projet de changement de statut proposé par le sénateur UMP Legendre, qui comporte de lourdes menaces pour la survie, l'indépendance et l'image de l'agence dans le monde entier »*.

A l'heure où les groupes multimédias manquent de contenus pour remplir leurs tuyaux, le gisement d'informations collectées au jour le jour par l'AFP attise toujours la convoitise. Grâce à la combativité des salariés, qui ont su populariser leur lutte et obtenir un soutien très large, l'opération n'a pas abouti, l'arrivée d'une majorité de gauche au Sénat ayant aidé le tandem Hoog-Legendre à remballer son projet.

Le NPA soutient les salariés de l'AFP contre toute remise en cause du statut de 1957. Il est signataire de la pétition SOS-AFP, qui reste à l'ordre du jour tant que les menaces de privatisation ou d'étatisation ne seront pas définitivement écartées. Extrait : *« Nous refusons toute modification qui aurait pour effet soit de transformer l'AFP en agence gouvernementale, soit de la livrer en totalité ou en partie à des entreprises privées quelles qu'elles soient et sous quelque forme que ce soit. Nous exigeons que l'agence conserve sa particularité, sa capacité à remplir sa mission d'intérêt général et son indépendance structurelle. Par conséquent, nous nous opposons à toute modification qui dénaturerait son statut, inscrit dans la loi de 1957 »* (site : www.sos-afp.org).

Propositions pour une appropriation populaire et démocratique des médias

Face à la concentration et à la financiarisation des médias depuis, mais aussi au pouvoir de verrouillage idéologique qu'ils exercent, des réformes partielles ne sauraient suffire. Il importe de tout repenser et de tout remettre en débat, en revenant à la racine : l'appropriation privée des médias. Plus positivement, il faut poser la question suivante : comment favoriser une appropriation démocratique et populaire des médias ? Les mesures que nous préconisons dans le cadre de la campagne présidentielle, présentées plus bas, s'inspirent des propositions du comité NPA des industries graphiques mais aussi du travail réalisé depuis une quinzaine d'années par l'association Acrimed.

Elles montrent que le NPA prend cette question au sérieux, à la hauteur de l'enjeu démocratique que constituent l'information et la culture. Mais nous sommes également conscients que, sans un changement radical dans le rapport de forces entre capital et travail, et donc sans une intervention directe des travailleurs sur la scène politique et sociale, ces propositions n'ont aucune chance d'être mises en œuvre et ne peuvent que rester lettre morte. A nous donc de les populariser, tout en favorisant un mouvement d'ensemble de tou-te-s les salariés pour une transformation révolutionnaire de la société !



Pour une refondation du service public de l'audiovisuel

Comme on l'a dit plus haut, secteur public ne veut pas dire service public. En l'occurrence, le secteur public de l'audiovisuel a été en bonne partie dénaturé par des années de politiques libérales. Ces politiques ont été menées par les gouvernements de droite et de gauche, comme en témoigne l'exemple des « décrets Tasca » (du nom d'une ministre PS de la Culture et de la Communication) évoqués plus bas, ou la privatisation de TF1, réalisée par la droite mais jamais remise en cause par la gauche. En conséquence, le service public de l'audiovisuel doit être complètement refondé, libéré des logiques mercantiles et rendu indépendant du pouvoir politique. Il devra respecter les droits des salariés, journalistes, personnels administratifs et techniques, mettre fin à la précarité, renégocier tous les accords d'entreprise récemment démantelés et respecter les droits d'auteur. Ce service public des médias, qui associera médias publics (fondés sur la propriété publique) et médias associatifs (fondés sur la propriété coopérative), devra englober toute la chaîne de production. Ainsi, dans l'audiovisuel, la production réintégrera les chaînes publiques, avec l'abrogation des « décrets Tasca », qui privent la télévision publique de la maîtrise de ses programmes. Les salariés des sociétés de production privées seront intégrés dans le service public sur simple demande. Le financement de ce secteur public

se fera grâce à la redevance (qui deviendra progressive et sera donc augmentée pour les ménages disposant de revenus élevés), et à la réorientation des aides à la presse, qui seront supprimées pour les médias capitalistes. Le financement publicitaire, d'abord limité, sera progressivement supprimé dans le service public, en lien avec le passage d'une logique de maximisation des profits à une politique économique fondée sur la satisfaction des besoins. Dans une période transitoire, la publicité sera lourdement taxée et les revenus dégagés permettront de soutenir la production de contenus audiovisuels de qualité et les médias associatifs. Ces derniers sont trop souvent oubliés dans les projets politiques sur les médias. Pourtant, malgré leurs moyens souvent faibles, ils donnent d'ores et déjà une idée de ce que pourraient être des médias libérés des logiques capitalistes et exerçant une fonction de service public. Plutôt que de distribuer des aides à la presse à de puissants médias appartenant à de grands groupes (dont nous préconisons le démantèlement), il importe d'assurer un financement pérenne des médias du tiers-secteur, en créant un fonds de soutien aux médias alternatifs. Dans ce service public de l'audiovisuel, le droit d'expression pluraliste de toutes les composantes de la société – en premier lieu partis, syndicats et associations – deviendra la

règle. Les médias qui le composent auront en effet pour obligation d'organiser des débats, réguliers et pluralistes, sur l'ensemble des questions sociales et politiques qui concernent la population. L'organisme démocratique de régulation des médias, dont nous proposons la création (voir p.25), permettra de contrôler la fréquence et le caractère pluraliste de ces débats.

Evidemment, nous nous opposerons par ailleurs à toute privatisation des

médias et infrastructures de télécommunications, et revendiquons la renationalisation de France Telecom-Orange. Nous proposons ainsi de créer un service public des télécommunications, qui permettrait de garantir un accès universel aux technologies disponibles de l'information et de la communication. Il s'agit là d'un enjeu technologique et politique bien trop crucial pour être laissé aux mains d'investisseurs n'ayant pour objectif que le profit.

Pour le démantèlement du CSA et la création d'un organisme démocratique des médias

Cette refondation du service public ne saurait faire l'impasse sur la question de la régulation. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est, depuis 1989, l'organisme public chargé de contrôler les activités liées à l'audiovisuel (y compris les contenus). Ayant

L'attribution de fréquences reflète la mainmise des grands groupes privés sur l'audiovisuel

le statut d'« autorité indépendante », cette instance est présentée comme la garante du « pluralisme » et de la « démocratie audiovisuelle » en France. Cette démocratie audiovisuelle n'est pourtant que le

faux-nez de la domination du capital sur les médias privés et du gouvernement sur les médias « publics ».

Les membres du CSA sont nommés, pour une durée de six ans, par les présidents de la République, du Sénat

et de l'Assemblée nationale. Il va sans dire que les derniers nommés sont tous des proches du pouvoir sarkozyste, et le président actuel du CSA n'est autre que Michel Boyon, ancien des cabinets Léotard et Raffarin. L'attribution de fréquences reflète également cette mainmise des grands groupes privés sur l'audiovisuel. Lors du passage à la TNT en 2005, des téléassociatives comme Zaléa TV ont proposé des dossiers pour acquérir les nouveaux canaux nationaux, mais ce sont les groupes AB et Lagardère qui, en toute « indépendance » du CSA, bien entendu, ont emporté le morceau.

On voit ainsi ce que vaut le « pluralisme » que cette instance est censée assurer et ce qu'il advient de la « démocratie audiovisuelle » sous contrôle capitaliste. Le NPA revendique donc le démantèlement pur et simple du CSA, organe non démocratique et in-

féodé au pouvoir exécutif. Il propose par ailleurs qu'un nouvel organe, sous contrôle des travailleurs des médias, des usagers et de l'ensemble de la population, soit créé pour réguler l'audiovisuel en France et assurer un véritable pluralisme. Etant donné l'importance des médias locaux (PQR, chaînes de télévision et radios locales), cet organisme devrait être décliné au niveau régional.

Il pourrait être composé de la manière suivante : une représentation des élus strictement proportionnelle aux résul-

tats électoraux, une représentation des salariés des médias (du secteur public, du secteur privé des médias du tiers-secteur) et une représentation des publics (même si cette dernière pose d'indéniables problèmes de représentativité). Cet organisme aura des pouvoirs très importants comme la répartition du financement des médias, le contrôle du pluralisme, des mesure d'audience et de diffusion (permettant notamment de limiter les concentrations), ou encore de la publicité.

Combattre la mainmise de la bourgeoisie sur les médias pour un véritable pluralisme

L'appropriation privée des médias est pour nous la racine des deux problèmes principaux que posent les médias dominants : leur faible indépendance à l'égard des pouvoirs économique et politique, et le pluralisme (idéologique, politique, culturel) anémié qui les caractérise. Une critique radicale des grands médias ne peut donc se passer de propositions pour en finir avec l'emprise du capital et de l'État sur ces biens publics que constituent l'information et la culture. Outre la refondation du service public, le NPA propose des transformations radicales du secteur privé.

□ Si un secteur privé sera laissé à la libre initiative d'individus ou de groupes d'intérêts politiques, syndicaux, sociaux, culturel, sportifs, etc., ces derniers ne pourront détenir plus d'un titre. Nous proposons par ailleurs

que les partis politiques qui parviennent à réunir un certain nombre (à déterminer) de signatures de citoyens puissent bénéficier des moyens de publier et diffuser un journal d'opinion quotidien. Cette disposition permettra l'exercice d'un véritable pluralisme idéologique et politique.

□ Par ailleurs, des dispositions anti-concentration drastiques seront appliquées : outre la définition d'un seuil de concentration capitalistique, ainsi que d'audience ou de diffusion, un seul titre ou canal pourra être possédé par une personne, un groupe de personnes ou une entreprise. Nous interdirons par la loi à des entreprises bénéficiant des commandes publiques, comme aujourd'hui Dassault, Lagardère ou Bouygues, de détenir, même indirectement, des médias (voir la question de TF1 p.26).

□ Une mesure phare, devant être mise en œuvre immédiatement, consistera dans la renationalisation de TF1, dont la privatisation avait été obtenue par la droite revancharde en 1987. Bien que le groupe Bouygues ne se soit à aucun moment soucie de respecter le cahier des charges fixé alors, cette concession n'a jamais été remise en cause. Comme l'avait avoué Didier Mathus, député PS spécialiste de l'audiovisuel, à propos du retour du PS au pouvoir en 1997 : « *On s'était clairement engagé dans le programme législatif sur le démantèlement des conglomerats type Bouygues, mais on ne l'a pas fait parce que Jospin avait peur d'affronter TF1 et son 20 heures qui était un instrument de pression politique colossal.* » Au contraire, elle a été renouvelée sans débat jusqu'à 2022. La renationalisation n'est donc pas autre chose qu'une mesure de justice, qui permettra par ailleurs de supprimer la concurrence faussée qu'exerce la chaîne de Bouygues à l'égard de la télévision publique, et qui – du point de vue des contenus proposés – tire cette dernière vers le bas.

□ En presse écrite, l'outil industriel sera développé grâce à des centres d'impression publics sur tout le territoire, et les journaux seront diffusés à un prix modique par le biais d'un service public de messagerie, un réel statut de porteur de presse ou de kiosquier, ou encore la renationalisation de la Poste, qui permettra une diffusion égalitaire et à faible coût sur

tout le territoire. Concernant la distribution, il faut impérativement revenir à un système coopératif tel que l'organisait la loi Bichet avant sa réforme (voir p.17), et qui fait du pluralisme une exigence démocratique.

□ L'impression aussi bien que la diffusion doivent répondre à un impératif de service public en matière de pluralisme et favoriser les médias non soumis aux logiques mercantiles : une modulation des coûts sera ainsi mise en place selon le statut des entreprises de presse (au prix fort pour les médias privés, faible pour les médias du tiers-secteur). Pour finir sur ce point, outre les mesures évoquées plus haut permettant aux partis et syndicats de publier des journaux quotidiens, le fonds de soutien aux médias alternatifs dont nous proposons la création (voir p.23) permettra de soutenir les initiatives coopératives et la presse écrite alternative.

□ Enfin, un statut établissant la totale indépendance de l'AFP à l'égard des pouvoirs politique et économique doit être garanti, ainsi qu'un financement pérenne et la titularisation de tous les précaires. Des connexions pourraient être mises en place avec les autres composantes de ce pôle public des médias (France Télévisions et Radio France notamment), dans le respect de l'autonomie de chacune, mais avec la volonté de développer des projets multimédias communs. Là encore, l'impulsion et la coordination de ces initiatives pourront se faire sous l'égide d'un organisme démocratique de régulation des médias.

Abroger les lois Hadopi, garantir la « neutralité du Net » et construire un service public de l'Internet

Un service public garantissant un usage démocratique du réseau Internet doit donner à chacun les moyens de se connecter et ne pas laisser le marché structurer l'offre de contenus, en particulier dans le domaine de l'information. Une particularité de l'Internet, le faible coût de publication, a en effet favorisé l'escamotage du débat en semblant faire de la Toile un pur espace de liberté et de gratuité. Chacun peut ainsi construire sa page personnelle et les groupes associatifs ou militants ont la possibilité (formelle) d'accéder à la visibilité sur Internet. Mais derrière cette illusion de gratuité et de pluralisme se dissimulent les conditions économiques nécessaires pour publier un média sur Internet susceptible d'atteindre un public large.

Pour mettre en ligne un site attractif et riche en contenus, il faut en effet un système de publication et des outils performants, mais surtout des professionnels qui ont les moyens d'enquêter, de rédiger, de filmer, de monter les images, d'éditer, de faire la maintenance de l'ensemble, etc. Or, étant seuls à disposer de ces moyens, les groupes capitalistes s'approprient la formidable liberté que pourrait représenter Internet.

Bien sûr, la dynamique des logiciels libres ouvre une véritable opportunité de progrès en dehors du secteur marchand et toutes ces expériences doivent être encouragées. Mais cela ne

saurait suffire pour faire d'Internet un véritable média démocratique.

Seul un service public de l'Internet pourrait par exemple mettre des outils de publication à la disposition des associations, des partis politiques, mais aussi de travailleurs en lutte ou de populations n'ayant jamais accès à la parole publique. Un tel service public permettrait par ailleurs de financer, selon des logiques échappant aux impératifs de rentabilité à court terme, la production/diffusion de contenus culturels sous forme multimédia.

Pour les raisons précisées plus haut, le NPA propose par ailleurs d'abroger les lois Hadopi liberticides pour mettre en place une licence globale, permettant de faire reconnaître le travail des artistes sans les soumettre aux logiques de rentabilité financière immédiate. Nous défendons l'idée d'une taxation des grands groupes multimédias de manière à financer autrement une culture non soumise à la logique des profits.

La renationalisation de France-Telecom-Orange permettra enfin de mettre en place une politique garantissant la « neutralité du Net », c'est-à-dire le principe d'une égalité de traitement de l'ensemble des flux de données sur Internet.

Du côté des journalistes : droits sociaux et droits d'intervention

Le travail précaire, très répandu dans les médias (notamment parmi les jeunes et les femmes), sera aboli grâce à une mesure simple qui figure dans le programme du NPA : tous les contrats précaires doivent être requalifiés en CDI, celui-ci devant redevenir la norme. Cela permettra de poser les conditions

Les rédactions seront dotées d'un statut juridique qui leur donnera un droit de veto

minimales d'un travail sans pression financière ou politique. Concernant les discriminations subies par les femmes, le NPA revendique le rattrapage salarial immédiat et l'annulation des inégalités de carrière. La convention collective doit être strictement appliquée et tous les statuts dérogatoires au code du travail interdits. Ainsi les correspondants locaux de presse qui effectuent un travail de journaliste doivent être intégrés en CDI, ainsi que les auto-entrepreneurs.

Pour le NPA, les médias – comme l'ensemble de l'économie – doivent se trouver sous le contrôle des salariés, c'est-à-dire de celles et ceux qui produisent effectivement les richesses, qui font tourner l'économie. Ainsi, les salariés auront un droit de veto sur l'entrée au capital. Il importe également de faire en sorte que les usagers soient représentés dans les organes de direction et de régulation des médias (voir p.25). Par ailleurs, les chartes de

journalistes doivent être intégrées à la convention collective et l'ensemble des rédactions être dotées d'un statut juridique qui leur donnera un droit de veto sur l'orientation rédactionnelle et l'embauche de la rédaction en chef.

Les patrons de la presse écrite et de l'audiovisuel n'ont de cesse de remettre en cause le statut des journalistes, plus protecteur que le droit commun. Le but : rendre les journalistes plus dociles et faire de substantielles économies. Les plus virulents, membres du Syndicat de la presse magazine et du Syndicat de la presse quotidienne régionale, sont les piliers d'énormes groupes multimédias. Après s'être attaqués aux droits des journalistes rémunérés à la pige et aux droits d'auteurs, ils tentent de remettre en cause la commission arbitrale qui statue notamment sur les indemnités des journalistes licenciés après quinze années d'ancienneté. Le NPA s'élève contre toutes ces atteintes aux droits des journalistes. Le NPA appuie également la demande des syndicats de journalistes et d'associations de critique des médias du renforcement du secret des sources des journalistes. La liberté d'expression et le droit à l'information supposent que les journalistes puissent faire leur travail d'investigation sans pression. Le NPA se prononce contre le secret défense et le secret bancaire, pour l'ouverture des livres de comptes des grandes entreprises et l'accès aux documents administratifs.

Ces dernières années, de nombreuses atteintes au secret des sources et à la liberté de la presse ont été le fait des plus hauts services de l'État, comme en témoigne la mise en examen de Bernard Squarcini et du procureur Courroye. Nous dénonçons toutes les tentatives de la part du clan au pouvoir et de ses affidés de brider l'information, d'intimider les journalistes et les syndicalistes, dans l'audiovisuel public et dans les groupes privés. Une nouvelle loi sur la protection du secret des sources devra être promulguée qui s'appuiera sur les propositions des syndicats de journalistes. De même devront être interdites les perquisitions aux sièges des journaux ou au domicile des journalistes pour des raisons touchant à leur mission d'information. Le NPA demande en outre l'abandon des poursuites contre les journalistes

et médias qui n'ont fait que leur travail d'information, sur la Françafrique (affaire Bolloré), sur les transactions financières, sur les scandales de l'industrie pharmaceutique (le Médiateur...), sur les marchés attribués à Bouygues, etc. Dans ce dernier cas, la récente plainte de Bouygues contre *Le Canard Enchaîné*, assortie d'une demande de dommages et intérêts d'un montant astronomique, vise à interdire toute investigation de ce genre. Heureusement, le tribunal a débouté Bouygues.

Enfin, les écoles de journalisme doivent être intégrées au sein de l'Université publique pour une formation critique et de qualité, non soumise aux besoins immédiats et aux logiques mercantiles des grands groupes de la presse privée.



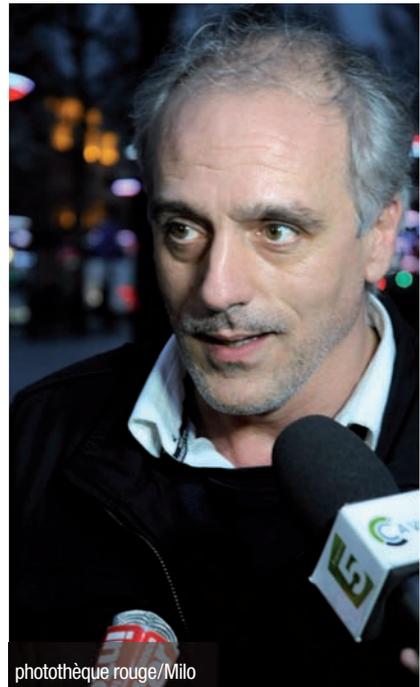
Conclusion

L'information, le débat et la culture sont autant d'enjeux cruciaux pour un parti comme le NPA, qui milite pour une société véritablement démocratique. En ce sens, les médias constituent un bien commun, qu'il faut soustraire à l'emprise capitaliste. Toutes nos propositions convergent vers la remise en cause de cette emprise. Ambitieuses, elles posent la question des conditions de leur mise en œuvre. Comme on l'a dit plus haut, leur application implique un contexte de mobilisations sociales beaucoup plus résolues et massives qu'actuellement, qui permettraient aux travailleurs et aux citoyens ordinaires de reprendre la main sur la production de l'information.

Elles supposent par ailleurs un renversement des logiques qui gouvernent nos vies actuellement: un passage de la logique de la maximisation des profits privés à une logique de satisfaction des besoins sociaux. Entre autres mesures nécessaires à ce renversement, la socialisation intégrale du système bancaire, sans indemnités ni rachat, peut seule poser les conditions d'un changement radical de politique économique, sociale mais aussi culturelle. Cette socialisation permettrait notamment de favoriser des investissements importants dans des médias indépendants des pouvoirs et se soumettant à une exigence de pluralisme culturel, idéologique et politique.

Enfin, ces propositions doivent être articulées avec la question de la société

que nous aspirons à construire, d'une société où travailleurs et travailleurs gèrent eux-mêmes les entreprises, contrôlent la production et la diffusion des biens, décident de la répartition des richesses. Les propositions exposées plus haut permettent d'entrevoir, à partir de la question spécifique des médias, en quoi pourrait consister un socialisme démocratique, et dans quelle mesure il permettrait une information à la fois plus libre, parce que libérée de la dépendance à l'égard de l'État et du capital, mais aussi une production culturelle délivrée des impératifs de rentabilité immédiate, et un débat pluraliste sur les grands sujets qui intéressent l'ensemble de la population.



photothèque rouge/Milo

QUELQUES LIVRES POUR ALLER PLUS LOIN

A. Accardo, *Journalistes au quotidien. Journalistes précaires*, Agone, 2007.

V. Barré, S. Debras, N. Henry et M. Trancart, *Dites-le avec des femmes, le sexisme ordinaire dans les médias*, co-édition AFJ/CFD, 1999.

P. Bourdieu, *Sur la télévision*, Raisons d'agir, 1996.

M. Chollet, O. Cyran, S. Fontenelle et M. Reymond, *Les Editocrates*, La Découverte, 2009.

N. Chomsky et E. Herman, *La Fabrique du consentement*, Agone, 2008.

C. Delphy (coord.), *Un trousseage de domestique*, Éditions Syllepse, 2011.

A. Garrigou et R. Brousse, *Manuel anti-sondages. La démocratie n'est pas à vendre!*, La ville brûle, 2011.

V. Goulet, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, INA éditions, 2010.

S. Halimi, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Raisons d'agir, 1997 (réédité en 2005). Voir aussi le film du même nom, sorti en salle en janvier 2012.

G. Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Agone, 2003.

H. Maler et A. Schwartz, *Médias en campagne: retours sur le référendum de 2005*, Syllepse, 2005.

H. Maler et M. Reymond, *Médias et mobilisations sociales. La morgue et le mépris?*, Syllepse, 2007.

E. Pinto (coord.), *Pour une analyse critique des médias*, Editions du croquant, 2007.

M. Reymond et G. Rzepski, *Tous les médias sont-ils de droite?*, Syllepse, 2008.

F. Ruffin, *Les petits soldats du journalisme*, Les Arènes, 2003.

J. Sedel, *Les médias et la banlieue*, paru en coédition INA/Les éditions Le Bord de l'eau, 2009.

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER
LEURS CRISES!**

“*Nos vies
valent plus
que leurs
profits!*”

PHILIPPE

POUTOU



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Ouvrier candidat

WWW.POUTOU2012.ORG